Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 12, n°1 | 2008
Varia

Clive Emsley, *Crime, Police and Penal Policy, European Experiences, 1750-1940*

Oxford, Oxford University Press, 2007, 285 pp., ISBN 978 0 19 920285 0

Philippe Robert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/91>

DOI : 10.4000/chs.91

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

Pagination : 132-136

ISBN : 978-2-600-01237-9

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Philippe Robert, « Clive Emsley, *Crime, Police and Penal Policy, European Experiences, 1750-1940* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 12, n°1 | 2008, mis en ligne le 14 janvier 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/91> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.91>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Clive Emsley, *Crime, Police and Penal Policy, European Experiences, 1750-1940*

Oxford, Oxford University Press, 2007, 285 pp., ISBN 978 0 19 920285 0

Philippe Robert

RÉFÉRENCE

Clive Emsley, *Crime, Police and Penal Policy, European Experiences, 1750-1940*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 285 pp., ISBN 978 0 19 920285 0

- 1 La nouvelle entreprise du professeur Emsley devrait lui valoir la reconnaissance des historiens européens du crime et de la justice. Il a osé, en effet, capitaliser « une génération de recherche » pour synthétiser l'évolution de ce champ dans l'Ouest européen au cours des deux derniers siècles¹.
- 2 Son attention se concentre principalement sur l'Angleterre et Galles, la France, l'Allemagne et l'Italie, car c'est là que l'histoire du « crime, de la police et de la politique pénale » a été la plus productive².
- 3 Bien qu'il ait donné dans sa bibliographie une priorité compréhensible aux travaux en anglais – les plus accessibles au lectorat de son éditeur – les références utilisées en bas de page font une large place à des publications françaises, allemandes ou italiennes, manifestant ainsi chez l'auteur de remarquables capacités linguistiques³ et une habileté à se situer d'emblée au niveau de l'Europe des sciences.
- 4 En contrepartie, la littérature mobilisée⁴ se limite pour l'essentiel aux travaux d'historiens⁵ ce qui n'est pas, on le verra, sans conséquence sur l'orientation de l'ouvrage. Norbert Elias est le seul sociologue à franchir réellement cette véritable barrière des espèces (disciplinaires) en compagnie d'un philosophe, Michel Foucault.
- 5 Encore est-ce surtout pour permettre de définir *a contrario* l'œuvre entreprise : l'introduction permet à Clive Emsley de situer sa synthèse tant par rapport à ses ennemis de toujours, les historiens *wiggish*⁶, que par rapport aux foucaldiens présentés,

à la suite de Clifford Geertz, comme l'inverse des précédents : les uns et les autres ignorent le coût des réformes... *in medio stat virtus*. En tous cas, Clive Emsley campe dès l'abord deux de ses idées forces : les résultats de l'innovation sont rarement ceux qu'attendaient ses promoteurs⁷; la montée en puissance des États nationaux constitue la variable 'contextuelle' dominante au cours de la période sous examen⁸.

- 6 Ces principes d'analyse vont être mis à l'œuvre selon un découpage en cinq moments :
- 7
 - la fin de l'Ancien Régime à l'époque des Lumières,
 - l'ère révolutionnaire,
 - la découverte des classes criminelles,
 - l'irruption de la science,
 - l'établissement d'un modèle pénal : l'État social (*Penal Welfarism*).
- 8 ... que nous allons parcourir successivement avant de tenter quelques appréciations finales.
- 9 Ni le crime, ni le criminel ne constituent en cette fin d'Ancien Régime des catégories de pensée, encore moins conçoit-on les délinquants comme une catégorie particulière. Seuls émergent ceux qui errent, les vagabonds, les sans aveu. Par ailleurs, les institutions pénales ne traitent qu'une portion restreinte de leur contentieux potentiel... ces deux constats sont d'importance, on y reviendra *infra*.
- 10 Quant à ces institutions elles-mêmes, Clive Emsley s'intéresse surtout à la police⁹ et l'on voit émerger alors une troisième idée-force de l'ouvrage : réviser à la baisse les revendications de particularisme anglais pour montrer d'abord que, dans son pays aussi, les réformateurs sont d'abord hommes des Lumières, ensuite que les institutions ont, de part et d'autre de la Manche, plus de ressemblance qu'on le pense parfois : aussi différents qu'ils paraissent, commissaires du Châtelet et *trading justices* londoniens exercent des fonctions arbitrales bien semblables.
- 11 Le maelstrom révolutionnaire va peser lourdement sur les matières pénales : vingt années de guerre – ou peu s'en faut – multiplient les occasions de brigandage, mais en même temps le droit et les institutions pénales françaises s'imposent alentour, pas tellement par la force des baïonnettes qui ne durera qu'un temps, mais surtout par l'impression de modernité qu'ils suscitent chez les juristes, même prussiens, et plus encore par l'usage qu'en font les élites des pays dominés – de la Rhénanie à la Belgique ou à l'Italie – pour faire progresser leurs revendications nationalistes ou identitaires.
- 12 L'essentiel est ailleurs : les guerres révolutionnaires et napoléoniennes accouchent d'États plus solides que leurs prédécesseurs d'Ancien Régime. Clive Emsley cite le modèle de la gendarmerie copiée partout... y compris par l'Angleterre pour l'Irlande et ensuite les colonies. Il s'attache à réviser à la baisse l'innovation constituée par la *New Police*, à la fois par rapport au modèle précédent – Londres ne manquait pas de polices à la fin du XVIII^e même si elles manquaient de direction – et aussi par rapport à l'étranger – il s'attache à rapprocher les situations des capitales française et anglaise en 1830. Il lui faut convenir néanmoins que Peel développe un patrouillage préventif de jour et de nuit et non plus seulement de nuit comme du temps des *Parish Watchmen* et qu'il égalise les dotations des paroisses qu'elles soient riches ou pauvres. Il doit aussi reconnaître que la grande différence entre Londres et Paris tient dans la faiblesse des patrouilles préventives dans le cas français. Il y a bien là une innovation londonienne et il faudra attendre le Second Empire pour qu'elle s'établisse vraiment à Paris.

- 13 Bien typique du point de vue de notre auteur est son amusement – ou son irritation – devant toute l'attention consacrée au panoptique, un modèle qui ne sera jamais mis en œuvre en Europe, alors que John Howard lui, semble avoir exercé une influence plus réelle, et que la pratique des juridictions locales a davantage pesé sur les évolutions anglaises du premier XIX^e que les initiatives d'un parlement profondément conservateur.
- 14 Passé le Congrès de Vienne, on va entrer dans un nouveau moment : la découverte des classes criminelles. Et d'abord parce qu'on apprend à donner du crime une mesure nationale. Clive Emsley s'attache principalement au développement de la statistique anglaise à partir de 1805 dans la perspective des débats sur la peine capitale, plus encore à ce modèle européen que va devenir le *Compte général de l'administration de la justice criminelle*¹⁰. De manière plus novatrice, il montre que le curieux postulat de Quételet – la constance entre délits connus et condamnés permet de conclure à une semblable constance entre connus et commis – se trouve également chez Mayr... preuve qu'il était bien dans l'air du temps, malgré les réserves de Mittermaier et plus tard, celles de mathématiciens français, de Cournot à Bertrand.
- 15 Il montre aussi que la préoccupation et la peur se concentrent sur le populaire urbain, pourtant si peu nombreux eu égard aux masses rurales¹¹, mais aussi que les arrangements extrajudiciaires constituent encore le mode de règlement ordinaire si l'on relativise les déploiements bruyants de la grande justice criminelle.
- 16 La quatrième partie de la fresque dessinée par Clive Emsley est consacrée à l'irruption d'une prétention à l'étude scientifique du délinquant, ce qui permettra de défaire la confusion classes laborieuses/classes criminelles de manière à préparer l'intégration du prolétariat dans la cité en concevant désormais la délinquance comme un problème individuel qui relève d'une réforme plus ou moins médicalisée... sauf si on estime le malfaiteur irréformable et que bourgeonnent alors des fantasmes d'élimination. On regrettera que la relation de la querelle franco-italienne autour du positivisme ne fasse aucune place au rôle crucial joué par Léonce Manouvrier.
- 17 Notre auteur accorde en revanche une grande attention à la place que tient alors la presse de masse et le traitement du fait divers dans la constitution de la délinquance en problème national autonome.
- 18 Nous parvenons ainsi au dernier moment, celui où la politique criminelle devient une composante des politiques publiques d'un État qui n'est plus proto-libéral mais devient progressivement social. Clive Emsley montre comment une bifurcation entre réformables et non réformables¹² permet la coexistence de fantasmes d'élimination entés sur la peur de la dégénérescence et la fascination pour l'eugénisme¹³, et l'adoption de mesures de prévention et de 'réforme' principalement dirigées vers la jeunesse populaire urbaine.
- 19 Finalement, il s'attache à montrer comment l'entre-deux-guerres a été une période de renforcement des polices nationales mais aussi de la coopération policière internationale sous l'influence notamment de Johann Sober. Plus troublant, il montre aussi comment les démocraties et les totalitarismes pensent la question criminelle selon des catégories similaires ce qui mine les différences de pratiques entre les unes et les autres.
- 20 On regrette que l'auteur s'arrête à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, qu'il ne poursuive pas sa récapitulation pour l'autre versant du XX^e siècle. Mais la prudence qui

a conduit Clive Emsley à réviser à la baisse quelques assertions communes comme celle sur le particularisme anglais ou encore celle sur la centralité du modèle panoptique le conduit encore à éviter de trop s'approcher de l'actuel... encore qu'il soit conscient des recompositions qui ont pris place dans le dernier demi-siècle : ainsi fait-il discrètement allusion, au détour d'un développement pourtant consacré à l'entre-deux-guerres, au retour en faveur ces dernières années du concept d'*Underclass*.

- 21 Ceci étant, il s'agit d'abord – les sources y poussent puissamment – d'une histoire des institutions pénales; la spécialité de l'auteur l'incline à regarder de manière préférentielle la police, même si l'hégémonie policière ne s'établit vraiment qu'au XX^e. Législateur, juge, prison sont vus de plus loin, même si c'est en fait le juge qui domine l'édifice pénal au XVIII^e et le couple législateur-prison au siècle suivant.
- 22 Évidemment, Clive Emsley est trop fin historien pour s'enfermer dans les institutions : il ne cache pas que, malgré les revendications des légistes, le pénal reste assez marginal dans les arbitrages sociaux non seulement au cours de l'Ancien Régime finissant mais encore durant l'essentiel du siècle qui suivra.
- 23 Toutefois, cette observation fait contraste avec la thèse principale du livre qui voit dans la montée en puissance des États nationaux le moteur de celle des institutions pénales. Comment se fait-il alors que l'État proto-libéral né des guerres révolutionnaires ne parvienne pas à étendre l'emprise de son pénal beaucoup plus loin que ne le faisait son prédécesseur plus chétif d'Ancien Régime¹⁴ ?
- 24 L'auteur nous laisse au seuil de cette énigme. Pour la résoudre, il faut considérer que l'État n'est pas la seule variable en cause. Si la pénalisation des arbitrages sociaux est, comme le voit justement Clive Emsley, une manifestation de l'étatisation d'une société, encore faut-il aussi tenir compte de ce qu'autorise la forme des relations sociales.
- 25 Tant que le modèle dominant de sociabilité reste dépendant de la proximité géographique, tant que toutes les relations de chacun sont enfermées dans le cercle étroit du voisinage¹⁵, tant qu'une mince couche de privilégiés peut seule se payer le coût de relations régulières à distance, alors la petite société locale a évidemment toutes les armes en main pour être l'acteur dominant du contrôle social. Par les arrangements qu'elle impose, par les arbitrages de ses notables, elle fait régner un modèle de type 'vindicatoire' typique des sociétés peu étatisées où il s'agit non de punir mais de rétablir un équilibre pour permettre la reprise des relations sociales. Alors, quelles que soient les prétentions de l'État, ses arbitrages pénaux restent à la marge pour conforter les solutions locales ou tenter de pallier leurs éventuels échecs. Il ne perd sa marginalité par rapport au contrôle social de proximité que lorsqu'il s'agit de ceux qui échappent à toute microsociété, de ceux qui errent, qui vagabondent, qui se trouvent 'sans aveu'.
- 26 Et cet état de la sociabilité ne se modifiera pas sensiblement pendant l'essentiel du XIX^e européen, au moins dans les profondeurs rurales (et il s'agit de sociétés massivement rurales sur lesquelles flottent quelques îlots urbains). C'est pourquoi l'État proto-libéral¹⁶ issu des guerres révolutionnaires ne réussira pas, malgré des moyens et des prétentions accrus – à donner à son pénal une extension sensiblement différente de celle de son prédécesseur¹⁷.
- 27 Il faudra attendre la période cruciale de recomposition qui court de la grande crise économique des années 1880 à la Première Guerre mondiale pour voir ce modèle de sociabilité vicinale commencer à se désagréger de manière sensible au profit d'un

basculement (très progressif) vers une sociabilité en réseaux partiels. Alors le règne des microsociétés s'essouffle¹⁸ et le pénal étatique va se trouver pour la première fois en position d'assurer ce que ses légistes revendiquent depuis l'aube de l'État européen moderne, le monopole de la sécurité des personnes et de leurs biens. Mais c'est une nouvelle forme d'étatisation nationale – l'État social naissant – qui recomposera, pour un siècle, la politique criminelle et ses dispositifs.

- 28 Avec son dossier de l'infrajudiciaire¹⁹, l'historiographie fournit les matériaux pour la solution de l'énigme posée par les contradictions ou les décalages entre étatisation et formes de sociabilité. Mais la prise en compte de l'état des relations sociales et de ce qu'il autorise comme modalité de contrôle social suppose probablement un dialogue entre historiens et sociologues.
- 29 On le voit, comme toujours, les travaux du professeur Emsley nourrissent et stimulent la réflexion.
- 30 Le grand apport de cette entreprise audacieuse consiste à faire ressortir ce qui, à chaque époque, est commun aux grands pays de l'Ouest européen²⁰ et ce qui demeure spécifique à chacun d'eux. Par ses travaux sur le continent, sur la police parisienne du premier XIX^e comme sur les gendarmeries européennes, Clive Emsley était bien armé pour oser sortir du pré carré anglais et tenter cette comparaison européenne. Sa synthèse restera pour longtemps un outil précieux tant pour les historiens que pour les sociologues.

NOTES

1. Il s'étonne d'ailleurs que les historiens d'autres pays où le domaine est abondamment exploré n'aient pas entrepris pareille synthèse et soient restés frileusement cantonnés dans leurs périodes de spécialité.
2. À cette aune, on aurait aussi pu penser aux Pays-Bas et à la Suède, mais il s'agit de petits pays qui – du moins pour la période sous examen – ont peu pesé dans l'histoire de l'Europe occidentale.
3. Que l'imprimeur partage moins facilement tant il s'applique à écorcher les vocables des barbares idiomes d'outre-channel (rien que dans le chapitre *Law and Punishment*, voy. 21, 22, 27).
4. L'index des noms est peu utilisable : il mentionne certains auteurs mobilisés mais pas tous; il semble couvrir le texte mais pas les notes ce qui procure un résultat un peu biaisé.
5. La construction – que nous avons entreprise Michelle Perrot et moi et que d'autres ont poursuivi par la suite – d'une interface entre histoire et sociologie du crime et de la justice a produit plus d'effet chez les sociologues maintenant bien informés des travaux historiques que chez les historiens que leur abondante production rend probablement moins intéressés aux travaux d'autres disciplines, même s'ils en accueillent libéralement les spécialistes dans leurs forums.
6. Peu compréhensible pour un non anglais, ce concept stigmatise les historiens qui confondent déclarations d'intention et réalisations et prennent les premières pour argent comptant.
7. Les travaux de sociologie législative sur la création des dispositions pénales auraient pu permettre de documenter avec force pareille assertion.

8. Par contraste, les réformateurs eux sont restés fidèles au cosmopolitisme des Lumières – quoique pas toujours aux Lumières elles-mêmes – de sorte que, à une époque donnée, ce sont les mêmes idées qui circulent dans l'espace européen tout en générant des pratiques variables selon les pays.
9. Ce qui se comprend compte tenu de la spécialisation de l'auteur, mais qui ne reste pas moins paradoxal pour un temps où c'est le juge qui constitue le point nodal des institutions pénales et où le peu qui existe de police n'arrive souvent à percer que comme une excroissance de la fonction du juge.
10. Mais dans le cas français il ne relate pas les antécédents – pourtant documentés et partiellement publiés – de statistique judiciaire, mais seulement les esquisses de comptage de la Préfecture de Police qui ne constituent pourtant pas la source du futur *Compte général*.
11. En 1815, le Français est rural huit fois et demi sur dix.
12. Où triomphe l'obsession du petit récidiviste impénitent si bien décrite par Bernard Schnapper pour le cas français.
13. Clive Emsley souligne avec pertinence que les partisans européens de ce courant cherchent plutôt des solutions (selon les pays) vers la *preventive detention*, la transportation ultramarine ou les établissements de défense sociale; mais que c'est aux États-Unis (puis en Scandinavie) que les mesures réellement eugénistes, comme la stérilisation, seront réellement mises en place.
14. Alors pourtant qu'il ne se conçoit plus comme le simple sommet d'une architecture complexe de corps intermédiaires dont il s'agit surtout de sauvegarder l'emboîtement des hiérarchies, mais comme l'expression d'une souveraineté rapatriée du ciel dans la nation.
15. Ceci ne veut pas dire que la société est immobile, mais les migrations restent sous la domination de la microsociété de départ si elles sont temporaires et sinon elles opèrent une translation d'une petite société à une autre. Reste évidemment le cas de ceux qui ratent ce grand saut et se retrouvent 'sans aveu'... c'est alors que le pénal étatique entre en jeu.
16. Au sens européen du terme – qui traduit un refus de brider les acteurs dominants du jeu économique – et non pas au sens anglo-américain.
17. On pourrait d'ailleurs remonter la question dans le temps et se demander aussi pourquoi il existe un tel écart entre les prétentions des légistes et l'emprise réelle du pénal étatique dans la société pourtant déjà bien étatisée de l'Ancien Régime finissant.
18. Parce qu'elles ne récapitulent plus en leur sein l'ensemble des relations sociales de leurs membres.
19. Pour laquelle la grande thèse d'Yves Castan reste à mon sens une clef d'analyse inégalée.
20. En fait, il s'agit essentiellement d'un face à face anglo-français où s'immiscent en mineur les États nationaux récents que constituent l'Allemagne et, à un moindre degré, l'Italie.

AUTEURS

PHILIPPE ROBERT

Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), probert@gern-cnrs.com